

Présidence
40, rue de Rennes
BP 73532,
49035 ANGERS Cedex 01.

ACCORD-CADRE 2020/15

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

PARE-FEUX POUR L'UNIVERSITE D'ANGERS

Appel d'offres ouvert

En application des articles R2124-1, R2124-2 1°, R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Pouvoir adjudicateur :

Université d'Angers

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Le Président de l'Université d'Angers
(Code de l'Education – article L712-2)

Comptable assignataire des paiements :

L'Agent Comptable de l'Université d'Angers

Imputation budgétaire : Budget de l'Université

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général des Services

Olivier HUISMAN

ARTICLE PREMIER – DISPOSITIONS GENERALES	4
1-1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE.....	4
1-2 – DECOMPOSITION DE L’ACCORD-CADRE.....	4
1-3 – FORME DE L’ACCORD-CADRE	4
1-4 – DUREE DE L’ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
2-1 – L’ACCORD-CADRE	4
2-2– LES COMMANDES.....	5
ARTICLE 3 – EXECUTION DE L’ACCORD-CADRE.....	5
3-1– OBLIGATION DU TITULAIRE	5
3-2- LIVRAISON DES MATERIELS	5
3-3- MAINTENANCE DES MATERIELS	5
3-4– ACCEPTATION -ADMISSION.....	5
ARTICLE 4 – CONDITIONS D’EXECUTION DES BONS DE COMMANDE.....	5
4-1- GENERALITES	5
4-2- CONTENU DES BONS DE COMMANDE.....	5
4-3- DUREE DES BONS DE COMMANDE.....	6
4-4- SIGNATURE DES BONS DE COMMANDE.....	6
4-5- NOTIFICATION DES BONS DE COMMANDE.....	6
ARTICLE 5 – GARANTIE DES MATERIELS	6
5-1- GARANTIE TECHNIQUE DES MATERIELS.....	6
5-2- DELAIS DE GARANTIE DES MATERIELS	6
5-3– GARANTIE DES LOGICIELS DES MATERIELS	6
5-4– GARANTIES POUR VICES CACHES DES MATERIELS.....	6
ARTICLE 6 – MODALITES DE MAINTENANCE.....	7
6-1- DUREE DE MAINTENANCE	7
6-2- MODALITES DE MAINTENANCE	7
6-3- HORAIRES D’APPEL	7
6-4– DELAIS DE GARANTIE DE TEMPS DE RETABLISSEMENT	7
6-5– ACCES A L’UNIVERSITE.....	7
ARTICLE 7 –PRIX.....	7
7-1- AVANCE	7
7-2- FORME DE PRIX	7
7-3- CONTENU DU PRIX	7
7-4- PRIX DE REGLEMENT	8
7-5- CLAUSE BUTOIR.....	8
7-6- CLAUSE LIMITATIVE DITE DE « SAUVEGARDE ».....	8
ARTICLE 8 – MODE DE REGLEMENT.....	8
8-1- GENERALITES	8
8-2– FACTURATION	8
8-3- DELAI DE PAIEMENT	10

ARTICLE 9 – DELAIS	10
ARTICLE 10 – PENALITES - RESILIATION.....	10
ARTICLE 11 – ASSURANCES	11
ARTICLE 12 – DROIT, LANGUE, MONNAIE	11
ARTICLE 13 – CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES	11
13-1- INFRACTION A LA LEGISLATION FISCALE	11
13-2- RESPECT DU DROIT DU TRAVAIL	12
ARTICLE 14 – DEROGATIONS AU CCAG-TIC	12

ARTICLE PREMIER – DISPOSITIONS GENERALES

1-1 – Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet :

- la fourniture et la garantie de 2 matériels informatiques de type pare-feux;
- la maintenance de ces 2 matériels ;
- la fourniture des logiciels permettant leur fonctionnement ;
- la maintenance et la garantie d'évolution de ces logiciels ;
- l'installation, le transfert de compétences et la formation sur ces matériels ;
- un bordereau de prix unitaires complétant l'offre pour les matériels et licences complémentaires.

Ces prestations sont gérées par le Service Systèmes et Réseaux de la Direction du Développement du Numérique (DDN) de l'Université d'Angers.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1-2 – Décomposition de l'accord-cadre

Le marché est constitué d'un lot unique.

1-3 – Forme de l'accord-cadre

Le présent marché est un accord cadre à bons de commande mono attributaire sans minimum ni maximum conclu en application des articles R2124-1, R2124-2 1°, R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique.

1-4 – Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de quatre ans à compter de la date de mise en service des matériels de type pare-feux.

Date d'effet prévisible de la notification du marché : 12 novembre 2020. Cette date de notification prendra effet à réception par le titulaire d'une notification signée du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire de l'accord-cadre sera tenu de continuer l'exécution du marché pendant une durée maximum de 6 mois après l'expiration du marché si, à cette date, un nouveau titulaire n'est pas désigné. Cette exécution de continuité de service sera notifiée au titulaire par un ordre de service signé du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces constitutives de l'accord-cadre comprennent par ordre de priorité décroissant :

2-1 – L'accord-cadre

1) L'acte d'engagement et ses 4 annexes :

- Annexe 1 : Tableau des prix forfaitaires pour les 2 pare-feux ;
- Annexe 2 : Tableau de prix de la maintenance ;
- Annexe 3 : Bordereau des prix unitaires ;
- Annexe 4 : Contacts.

2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières,

Dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Université fait seul foi.

3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe :

- Annexe 1 du CCTP : tableau des performances et évolutivité

Dont les exemplaires conservés dans les archives de l'Université font seul foi.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par arrêté du 16 septembre 2009 (JO du 16 octobre 2009).

2-2- Les commandes

Les commandes sont régies par les documents ci-après cités dans l'ordre de priorité décroissant :
L'accord-cadre cité en 2.1 ci-dessus,
les bons de commande émis dans le cadre de l'accord-cadre

Le montant de la taxe est donné à titre indicatif (20%), le règlement en sera effectué suivant le taux en vigueur à la date du fait générateur.

Toute clause portée dans les documents du titulaire (tarifs, catalogues, barèmes ou documentation quelconque), contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de maintenance et d'exécution de contrat du titulaire sont concernées par cette disposition.

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCCAG-FCS, la remise au titulaire de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à une cession ou au nantissement du marché se fait sur demande écrite du titulaire.

ARTICLE 3 – EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

3-1- Obligation du titulaire

Le présent marché est un marché à obligation de résultats, les prestations devront répondre aux exigences du cahier des charges.

Le titulaire garantit la réalisation des prestations de maintenance matérielle et logicielle pour la durée totale du marché.

3-2- Livraison des matériels

La livraison des matériels aura lieu au :

Service Systèmes et Réseaux de l'université d'Angers
UFR Sciences – 2, boulevard Lavoisier – 49045 Angers Cedex 01

3-3- Maintenance des matériels

Les prestations de maintenance devront être conformes au cahier des charges et à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

3-4- Acceptation -admission

Les fournitures et les interventions seront contrôlées par les représentants du pouvoir adjudicateur conformément aux articles 19 à 21 du CCAG/FCS.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

4-1- Généralités

Les conditions fixées dans l'accord-cadre initial s'appliquent aux bons de commande notifiés au titre du présent accord-cadre, sauf stipulations contraires indiquées dans le bon de commande.

4-2- Contenu des bons de commande

Les bons de commande préciseront :

la référence de l'accord-cadre

le numéro et la date du bon de commande,

l'objet du bon de commande,

le point de départ du délai contractuel, si ce délai n'est pas indiqué, il sera pris en compte la date de réception chez le titulaire du bon de commande,

le montant du bon de commande par référence aux prix établis par le présent accord-cadre ou sur devis toute indication technique ou administrative nécessaire à l'exécution de la commande.

4-3- Durée des bons de commande

La durée d'exécution des bons de commande passés dans le cadre du présent accord-cadre, ne pourra excéder 1 an, à compter de la date définie par le bon de commande concerné. Dans le silence de celui-ci, le point de départ des délais sera la date de réception de la commande par le titulaire dudit bon de commande.

Tout bon de commande notifié pendant la période de validité de l'accord-cadre doit être exécuté jusqu'à son terme. Toutefois, les bons de commande notifiés ne pourront voir leur exécution se prolonger de plus d'un an au-delà de l'expiration du marché.

4-4- Signature des bons de commande

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont le Président de l'Université ou ses délégataires sur les différents sites de l'université.

4-5- Notification des bons de commande

Les bons de commande seront adressés au titulaire pour exécution.

En cas de commande sans devis préalable, le titulaire dispose de 8 jours pour présenter ses réserves.

Passé ce délai, le titulaire s'engage à exécuter les prestations aux conditions définies par le bon de commande et en particulier dans les délais contractuels.

Les réserves éventuelles du titulaire, si elles sont reconnues fondées par l'administration, feront l'objet d'un rectificatif au bon de commande. A contrario, en cas de non accord entre les parties, le bon de commande sera annulé sans indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 5 – GARANTIE DES MATERIELS

5-1- Garantie technique des matériels

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, la garantie technique de bon fonctionnement est de 4 ans qui s'exercera dans les conditions dudit article.

Pendant la période de garantie (4 ans), le titulaire assurera un échange standard à ses frais de tous les matériels fournis défectueux dans un délai de 20 heures à compter de la demande de l'université.

5-2- Délais de garantie des matériels

La durée de la garantie de bon fonctionnement est fixée à compter de la date d'admission des matériels.

La garantie est de 4 ans (cf article 5-1 ci-dessus).

5-3- Garantie des logiciels des matériels

Les logiciels inclus dans les fournitures sont garantis dans les conditions suivantes :

- le titulaire garantit que les logiciels fournis sont capables, lors de sa remise à l'université, de réaliser les fonctions décrites dans les documents qui l'accompagnent et dans les spécifications techniques contractuelles ;
- le titulaire s'engage à remédier à tout défaut de fonctionnement qui lui serait signalé par l'université pendant la durée du marché ;
- le titulaire s'engage à fournir toutes nouvelles versions correctives et évolutives de chacun des logiciels pendant la durée du marché ;
- le titulaire s'engage à mettre en place pendant la durée du marché un support technique afin de répondre aux différents problèmes rencontrés sur les logiciels (difficultés de paramétrage, incidents majeurs, dysfonctionnements, ...) conformément à l'article 4 du CCTP ;
- le point de départ de la garantie des logiciels est le même que celui qui s'attache à la garantie de bon fonctionnement des matériels. La durée de garantie est de 4 ans à compter de l'admission et leur maintenance est assurée jusqu'à la fin du marché.

5-4- Garanties pour vices cachés des matériels

L'ensemble des garanties précédentes s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

ARTICLE 6 – MODALITES DE MAINTENANCE

6-1- Durée de maintenance

La durée de maintenance est de 4 ans à compter de la mise en service des matériels de type pare-feux.

6-2- Modalités de maintenance

Les modalités de maintenance sont définies à l'article 4 du CCTP.

Le titulaire doit mettre en place un service d'appel afin d'assurer les dépannages.

Les demandes d'interventions (demande de dépannage) seront notifiées par téléphone et confirmées par mail et vaudront ordre de mise en réparation.

Le titulaire est tenu d'accuser réception de cette demande, l'heure de transmission du fax ou du mail vaudra heure officielle de l'appel.

Un relevé des indisponibilités sera ouvert, tenu à jour à chaque intervention, signé des 2 parties, il y sera mentionné :

- L'horaire d'appel (fax ou mail)
- L'horaire d'intervention
- L'horaire de la remise en bon fonctionnement.

6-3- Horaires d'appel

Jours ouvrés du lundi au vendredi, hors jours fériés

Plages horaires : 8 heures à 18 heures

6-4- Délais de garantie de temps de rétablissement

Le temps de rétablissement à compter de l'appel de la DDN est 2 jours ouvrés.

En cas de retard, sauf cas de force majeure, il sera fait application de pénalités de retard décomptées suivant les modalités fixées à l'article 10-1, ci-après.

6-5- Accès à l'université

Pour réaliser ses prestations, le titulaire n'aura accès à l'Université que sous le contrôle du Service Systèmes et Réseaux. Il devra au préalable définir avec ce service son moment d'intervention et de dépannage.

ARTICLE 7 – PRIX

7-1- Avance

L'avance (5%) (Le cas échéant, celle-ci est portée à 20% lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME) est versée selon les articles R2191-3 à R2191-5 du Code de la Commande Publique, et si le titulaire décide de ne pas y renoncer.

7-2- Forme de prix

Les prix sont fermes pour l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Les prix sont révisables pour les annexes 2 et 3 de l'acte d'engagement (maintenance et BPU) selon l'article 7-5 ci-dessous.

7-3- Contenu du prix

Les prix comprennent :

- les matériels, les logiciels, les licences et une garantie matérielle et logicielle de 4 ans.

Tous ces prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport et à la livraison.

7-4- Prix de règlement

a) Pour l'annexe 1 de l'acte d'engagement, les prix sont fermes et établis aux conditions économiques de mai 2020.

b) Le marché est traité à prix révisables pour les annexes 2 et 3 de l'acte d'engagement (maintenance et BPU).

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de mai 2020. Ce mois est appelé mois zéro.

Les prix pourront être révisés annuellement et pour la première fois, lors de la 2^{ème} année de maintenance sur proposition d'un nouveau tarif par le fournisseur.

Le titulaire est tenu de communiquer ces nouveaux prix, un mois avant leur entrée en vigueur, au service achats ainsi qu'au service Systèmes et Réseaux.

Sans observation de l'Université dans un délai d'un mois, les nouveaux prix deviennent contractuels.

7-5- Clause butoir

Chaque prix de l'annexe 3 de l'acte d'engagement ne peut évoluer que de 3 % maximum par rapport à l'année précédente.

7-6- Clause limitative dite de « sauvegarde »

En cas d'augmentation supérieure à la hausse indiquée au 7-5 clause butoir, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnités le marché.

ARTICLE 8 – MODE DE REGLEMENT

8-1- Généralités

Le mode de règlement choisi est le virement par mandat administratif.

Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique.

8-2- Facturation

8-2-1 Facturation selon le type de prestation

Annexe 1 de l'acte d'engagement : il sera établi une facturation pour la prestation forfaitaire ;

Annexe 2 de l'acte d'engagement : les factures seront établies trimestriellement. La référence de l'accord-cadre et le trimestre concerné devront être indiqués.

Annexe 3 : Les factures seront établies sur la base des bons de commande

8-2-2- Facturation électronique

Les dispositions relatives à la facturation électronique dans la commande publique sont définies dans le code et dans le décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique.

A cette fin, une solution informatique gratuite et sécurisée, CHORUS PRO, est mise disposition afin de transmettre les factures sous forme dématérialisée.

Pour déposer ses factures sur le portail Chorus Pro, le titulaire doit disposer à minima :

- du n° SIRET, qui identifiera l'Université d'Angers en tant que destinataire de la facture : 194 909 701 003 03 ;
- du n° d'engagement juridique sur le bon de commande : n°45xxxxxx

Les factures devront obligatoirement être établies au nom de « Université d'Angers » suivi de « Service facturier ». Les mentions suivantes devront obligatoirement apparaître :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.


Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Le défaut du respect des mentions obligatoires entraînera le rejet du paiement jusqu'à l'édition d'une nouvelle facture.

8-2-3- Facturation non électronique

Dans le cas où, vous n'êtes pas soumis à l'obligation de facturation électronique :

Les factures afférentes à l'accord-cadre, pour être traitées et payées, devront être transmises en une facture originale (sans duplicata et sans agrafes) et devront impérativement porter les mentions suivantes :

<p>Date et n° de la facture</p> <p>Raison sociale et adresse</p> <p>SIRET, ou à défaut SIREN Montant TTC et HT</p> <p>Taux de TVA appliqué et montant</p> <p>Adresse de livraison de la commande Coordonnées bancaires au format IBAN BIC/SWIFT (à défaut joindre un RIB)</p>		<p>La référence de l'engagement juridique figurant sur le bon de commande SIFAC (n° 450xxxxxxx)* Le n° de marché 2020/15</p> <p>ATTENTION : sans ces références votre facture ne pourra pas être traitée et le service facturier sera dans l'obligation de vous la retourner.</p> <p><small>* si vous ne pouvez pas saisir les 10 chiffres du bon de commande, a minima merci d'indiquer les 6 derniers</small></p>
--	---	--

Les factures seront adressées à :

Université d'Angers

SERVICE FACTURIER
40 rue de Rennes - BP 73532
49035 ANGERS CEDEX 01

Par dérogation à l'article 11 du CCAG/FCS, les factures afférentes au marché, pour être traitées et payées, devront être transmises en une facture originale et devront impérativement porter les mentions suivantes :

- Date de la facture
- Raison sociale et adresse
- SIRET, ou à défaut SIREN
- La référence de l'engagement juridique figurant sur le bon de commande SIFAC (n°450xxxxxxx) **(a)**

- Le n° de marché (2020/15) **(b)**
- Montant HT et TTC
- Taux de TVA appliqué
- Montant TVA
- Coordonnées bancaires au format IBAN BIC/SWIFT (à défaut joindre un RIB)

(a)-Sans la référence de l'engagement juridique, votre facture ne pourra être traitée. Votre facture vous sera retournée. Si vous ne pouvez pas saisir les 10 chiffres du bon de commande, a minima merci d'indiquer les 6 derniers. La référence de l'engagement juridique vous sera transmise lors de la réunion préparatoire.

(b)-Sans la référence du marché, votre facture ne pourra être traitée. Votre facture vous sera retournée.

Les factures pour solde ne sont recevables, et les intérêts moratoires ne peuvent commencer à courir, que si l'admission a été prononcée dans les conditions fixées à l'article 9 ci-après.

8-3- Délai de paiement

Les sommes dues seront payées dans un délai global maximum de trente jours à compter de la date de réception des factures du titulaire, accompagnées de la décision notifiée au titulaire portant date d'effet de l'admission des prestations.

Si cette décision d'admission n'est pas notifiée au titulaire dans les délais prévus à l'article 9 ci-après, le titulaire sera en droit d'envoyer sa facture. Dans ce cas, la date de réception de la facture par l'Université constituera le point de départ du délai de paiement.

Le défaut de paiement dans les délais prévus, fait courir de plein droit :

- des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire, au taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir ;
- une indemnité de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1er jour de retard.

ARTICLE 9 – DELAIS

9-1- Contenu des délais

Les durées prévues à l'accord-cadre s'entendent, périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire (ou des cotraitants ou des sous-traitants).

9-2- Définition des délais de l'annexe 1 de l'acte d'engagement

A l'annexe 1 de l'acte d'engagement est fixé un délai de livraison du matériel à compter de la notification du présent marché.

Le délai de mise en service est impératif et est établi au plus tard

ARTICLE 10 – PENALITES - RESILIATION

10-1- Pénalités pour défaillances

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, il sera appliqué les pénalités suivantes :

Défaillances	Délais	Pénalités
Pour les postes de maintenance : non-respect du délai de remise en bon fonctionnement selon l'article 6-4 du CCAP	> 2 jours ouvrés	500€ H.T. par demi-journée de retard

Les pénalités courent jusqu'à la remise en fonction du matériel ou son remplacement par un matériel neuf.

10-2- Pénalités pour retard de mise en service des pare-feux

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, en cas de non-respect du délai de mise en service, les pénalités de retard suivantes seront appliquées :

Défaillances	Délais	Pénalités
Non-respect du délai de mise en service établi à l'article 9-2 du CCAP	Au plus tard le 1 ^{er} décembre 2020	500€ H.T. par demi-journée de retard

10-3- Résiliation

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG/FCS s'appliquent.

De plus, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 44 et à l'article 46 ou le refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5, D8222-7 et D 8222-8 du code du travail pourra entraîner, par décision du pouvoir adjudicateur, aux frais et risques du déclarant, la reprise en régie des prestations prévues au marché ou la résiliation du marché suivie ou non de la passation d'un autre marché.

Les excédents de dépenses résultant de la mise en régie ou de la passation d'un nouveau marché seront prélevés sur les sommes restant dues à l'entreprise ; les diminutions éventuelles de dépenses resteront acquises au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Le titulaire devra justifier, avant notification du marché qu'il a souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à la personne publique ou aux tiers à l'occasion de ses interventions.

Cette obligation s'applique de la même façon aux co-traitants éventuels désignés dans le marché.

La garantie devra être suffisante, elle devra être illimitée pour les dommages corporels.

ARTICLE 12 – DROIT, LANGUE, MONNAIE

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. Les tribunaux administratifs sont seuls compétents.

Tous les documents, correspondances ou factures doivent être rédigés en français.

L'unité monétaire choisie pour le marché est : l'EURO.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 13 – CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

13-1- Infraction à la législation fiscale

Pour les sociétés dont le siège social est en France

Sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre à ses (leurs) torts exclusifs, le titulaire (les co-traitants) affirme(nt) que lui-même (eux-mêmes) et ses (leur) sous-traitants à paiement direct :

ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles R2142-3, R2142-4 et R2143-3 du Code de la Commande Publique (interdiction de participer aux marchés de l'Etat frappant ceux qui auront fait l'objet d'une condamnation pour infraction au code général des impôts ou au code du travail), qu'il ne lui (leur) a été notifié aucune décision d'exclusion des marchés de l'Etat)

Le titulaire (les cotraitants) atteste(nt) en outre l'exactitude des renseignements prévus aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 u Code de la Commande Publique. En cas d'inexactitude, l'autorité signataire de l'accord-cadre (ou son représentant) pourra résilier, sans mise en demeure préalable, l'accord-cadre aux torts du titulaire (des co-traitants).

Pour les sociétés dont le siège social n'est pas en France

Le titulaire atteste sur l'honneur qu'il est en règle avec la législation fiscale en vigueur dans le pays où il est établi et/ou que ses sous-traitants étrangers sont en règle avec la législation fiscale en vigueur dans les pays où ils sont établis.

13-2- Respect du droit du travail

Le titulaire (les cotraitants) déclare(nt) sur l'honneur :
que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.143-3 et L.620-3 du code du travail,
s'acquitter de ses (leurs) obligations au regard de l'article L 324-10 du code du travail réprimant le travail clandestin.

Le titulaire (les cotraitants) qui ne sont pas établis en France, déclare(nt) sur l'honneur qu'il(s) est (sont) en règle avec le code du travail en vigueur dans le pays dans lequel il est établi.

Si le titulaire (les cotraitants), ne remet pas à la personne publique, de la date de notification du présent accord-cadre jusqu'à la fin de son exécution et selon une cadence n'excédant pas six mois, les documents prévus aux articles :

R324-4 du code du travail, pour les titulaires établis en France,
R324-7 du code du travail pour les titulaires établis à l'étranger,

La personne publique pourra, après mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire (le cotraitant concerné), sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire (le cotraitant concerné), dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

L'envoi des documents pourra être effectué au titre de l'ensemble des marchés notifiés au titulaire (à chaque cotraitant) par la personne publique et en cours d'exécution. Le titulaire fournira avec ses documents la liste des marchés concernés.

ARTICLE 14 – DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Le présent accord-cadre déroge aux articles suivants du CCAG/TIC :

- l'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/TIC
- l'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.2.2 du CCAG/TIC
- L'article 9 déroge à l'article 14 du CCAG/TIC

FIN DU CCAP